

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1er avril 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 26 mars 2004, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Irlande  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration relative à la région de Gambela (Éthiopie), publiée le 25 mars 2004 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Irlande  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Richard **Ryan**



**Annexe à la lettre datée du 26 mars 2004, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Déclaration publiée le 25 mars 2004 par la présidence  
de l'Union européenne sur la région de Gambela (Éthiopie)**

L'Union européenne tient à exprimer ses préoccupations en ce qui concerne les affrontements extrêmement violents qui ont lieu de manière sporadique mais persistante dans la région de Gambela en Éthiopie et qui ont entraîné la mort de centaines de personnes au cours des derniers mois. Bien que consciente des mesures prises par le Gouvernement éthiopien afin de stabiliser la région, l'Union européenne insiste sur le fait que, pour que les tensions interethniques dans la région diminuent, les forces de sécurité du Gouvernement et l'armée doivent faire preuve d'impartialité et agir dans la légalité. L'Union européenne demande que soit menée une enquête publique et indépendante afin de faire la lumière sur une éventuelle participation de membres de l'armée éthiopienne à des actes de violence à l'encontre de civils innocents.

L'Union européenne est consciente de la dimension ethnique de la violence et invite le Gouvernement éthiopien à coopérer avec les chefs coutumiers, les organisations non gouvernementales et les communautés religieuses locales afin de mettre un terme aux divisions entre les Anuaks et les peuples des hauts plateaux et de rétablir la confiance et la stabilité dans la région de Gambela.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'espace économique européen, se rallient à cette déclaration.

---